



Un casse qui ne fait *toujours* pas les gros titres

Épisode 2 : Les conséquences concrètes de la restriction budgétaire et du rabotage des emplois au Musée d'Archéologie nationale de Saint-Germain en Laye

Pour mieux comprendre les dérives du schéma d'emplois et des rabotages de postes qui en découlent, voici un exemple concret qui traduit la réalité du terrain au Musée d'Archéologie Nationale.

Nous vous alertions en février dernier [des réductions brutales d'effectifs programmées au ministère](#){www}, plus particulièrement dans les SCN musées. La casse des services publics et les conséquences de la politique austéritaire ont amené nos technocrates à inventer de nouveaux outils visant à masquer les suppressions d'emplois.

Ainsi, aux plafonds d'emplois s'ajoutent désormais les schémas d'emplois pour justifier l'injustifiable et nous faire croire que cela est pour le bien des agents, des services et des missions...

Le MAN au bord du gouffre

L'exemple concret du Musée d'Archéologie nationale (MAN) à Saint-Germain-en-Laye illustre les conséquences désastreuses de cette « politique programmée de destruction des services publics culturels ».

Cette fois ça y est : le MAN est au bord du gouffre et les administrateurs en centrale s'en contrefichent. La dernière réunion entre la direction du musée et la tutelle s'est déroulée dans une ambiance indescriptible de froideur et d'incompréhension : surdité et dureté, absence totale de considération et de connaissance du fonctionnement d'un musée, aucun argument de défense n'a été entendu. Notamment sur le fait que depuis septembre dernier, aucun dossier de recrutement n'avancé plus, figeant ainsi une situation d'emploi intenable.

Schéma d'emplois 2026 : une addition qui se transforme en soustraction

Le schéma d'emplois tel qu'il a été arbitrairement décidé enferme l'établissement dans un fonctionnement précaire.

Les faits

- 10 personnes ont quitté le MAN en 2025 ; 3 ont été remplacés (1 responsable travaux, 1 responsable RH et 1 responsable des consultations)
- 7 postes ont été perdus par rapport au plafond d'emploi de 2025 (5 agents de surveillance, 1 conservateur, 1 agent responsable d'atelier, tous partis en retraite à la fin de l'année dernière)
- **Par une magie comptable dont l'administration a le secret, le schéma d'emploi affiche un audacieux (et incompréhensible) +1 pour 2026 !**

Mais pas de problème dit le ministère : vous avez de la chance... grâce au futur départ à la retraite de deux agents (à la surveillance encore) le musée attendra l'objectif assigné ! Le zéro de l'équilibre parfait !!!

Les 2 derniers départs ne seront donc pas compensés par des arrivées... et ainsi, début 2027 le MAN aura perdu au total 9 postes dont 7 à la surveillance.

Un enjeu de gestion financière et de réduction de l'emploi public sans complexe

Cette situation interroge sur la sécurité des personnes et la sûreté des biens et amène à envisager, comme partout, la diminution de jours d'ouverture du musée au public. À cela, la seule réponse de la tutelle c'est envisager l'externalisation de certaines missions !

Chaque année le musée en est déjà réduit à recourir à l'emploi de 40 stagiaires, sans lesquels il ne serait plus en mesure de mener à bien ses missions fondamentales...

Au MAN, ces choix budgétaires sont dramatiques !

- Comment imaginer le premier musée d'archéologie nationale sans conservateur des collections gauloises ?
- **Comment assumer que cette institution soit dans l'incapacité de participer à la Nuit européenne des musées le 23 mai 2026 ?**
- Comment continuer à faire vivre l'institution, ouvrir le musée et le domaine, protéger les collections, les récoiler, partager et diffuser les connaissances avec de nouvelles suppressions de postes ?

Conséquences à choix multiple et sacrifice des missions

Quand on interpelle l'administration la réponse est toujours la même : « vous devez faire des choix ». Quels choix ?

- Gérer des collections dans un musée fermé ?
- Abandonner les prêts et le rôle de tête de réseau des musées d'archéologie ?
- Stopper les projets en cours ?
- Ou continuer coûte que coûte au détriment de la santé des agents et de leur vie privée ?

Le MAN et ses agents ont aujourd'hui atteint la limite du possible. Le ministère veut-il encore d'un musée d'Archéologie nationale ? Lui seul en détient la réponse.

Aux côtés de tous les personnels du MAN qui s'investissent depuis de nombreuses années au service de la vitrine nationale de l'archéologie et des nombreuses recherches poursuivies en la matière, le SNAC-FSU ne se résignera pas au délitement de cet établissement, ni de tous les autres aujourd'hui menacés voire sacrifiés au nom d'autres priorités contestables, décidées par un gouvernement si peu démocratiquement légitime.

Le SNAC-FSU soutient toutes les actions collectives en réponse à une tutelle technocratique et brutale afin d'imposer la révision des arbitrages délétères, pour la défense des services publics de la culture et des personnels qui s'y dédient.

Prochain rendez-vous : manifestons notre désaccord lors de la nuit des musées !

